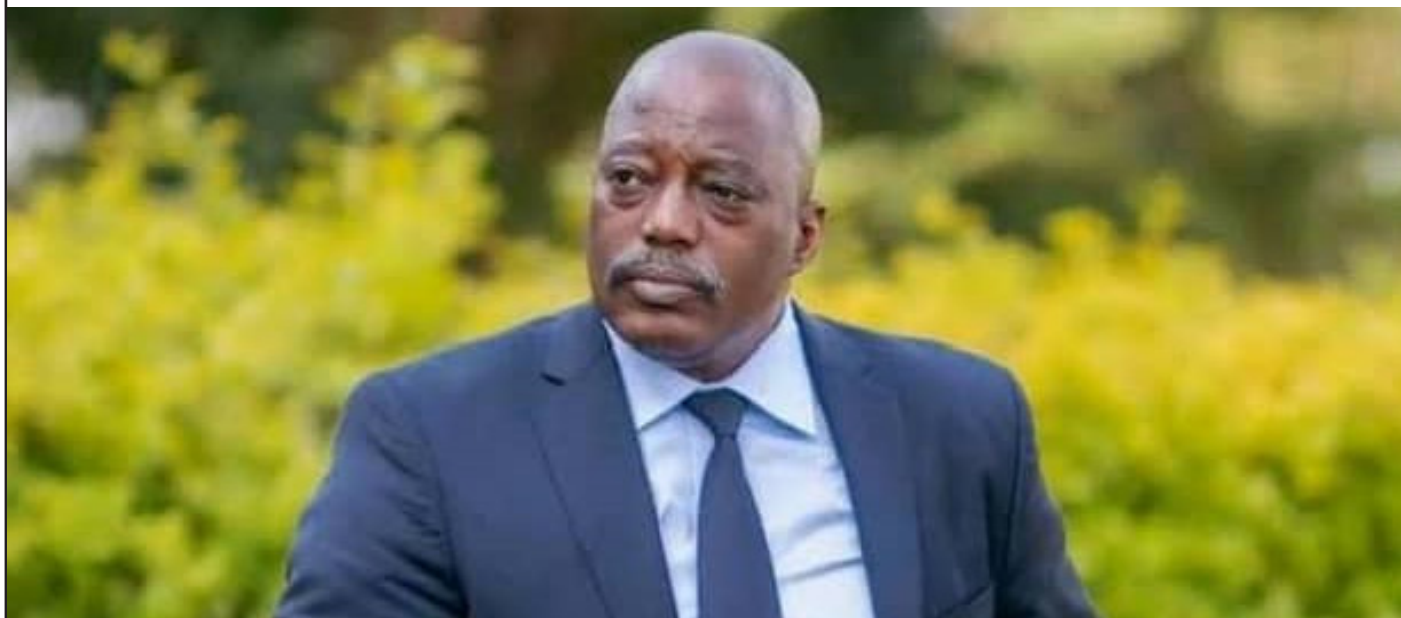




JOSEPH KABILA KABANGE

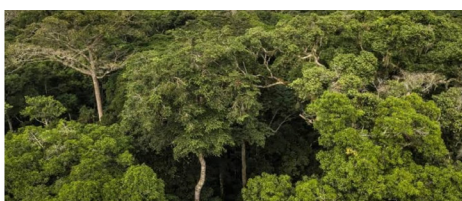


Avait-il réellement combattu et vaincu le M23 ?

P.2

Vers la concrétisation du projet MetroKin

P.5



**Yangambi, un patrimoine
scientifique majeur
face aux défis du
développement et du
climat**

P.10

JOSEPH KABILA KABANGE

Avait-il réellement combattu et vaincu le M23 ?

24NEWS HEBDO

Formés pour informer, actualité
24 heures.

EQUIPE

Directeur Général :
Jacques Amboka Mokoko

Rédactrice en chef :
Sylvie Ndaye

Secrétaire de rédaction :
Gires Kasongo

Secrétaire de rédaction adjoint:
Don Mbavu

JOURNALISTES

Gires Kasongo
Zephy Pengume
Faustin Kalenga
Betty Feza
Eunice Mukika
Nezolo Bura
Don Mbavu
Jacques Amboka

CORRESPONDANTS

Lubumbashi: Los Adonis

Congo-Brazzaville:
Solange Gandja

Angola:
Gonçalves Emmanuel Neves

Côte d'Ivoire:
Olive Adjakotan

Belgique:
Paulo Maria Tchiwahil

Commercial :
Arlette Mpiko

Web master:
Reddy Mavungu
Urbain Kavula

Intégrateur de contenu:
Betty Feza
Nathan Amboka
Moise Mbikayi
Freddy Lumbala

Administration :
Finances: Libya Mopambo
Jodelle

Marketing: Solange Jenny Benly

Contact: +243828768314



L'adresse à la nation de Joseph Kabila, diffusée le vendredi 9 octobre 2026, relance une question sensible : pourquoi l'ancien président critique-t-il aussi sévèrement la gestion de la crise sécuritaire par Félix Tshisekedi sans condamner explicitement le Rwanda, accusé de soutenir la rébellion de l'AFC/M23 ? Dans son discours, l'ancien chef de l'État met en cause la stratégie militaire de Kinshasa, les négociations de paix et les alliances du pouvoir avec certains groupes armés. Cette absence de condamnation explicite du Rwanda constitue un élément important de son intervention, mais elle ne suffit pas, à elle seule, à établir ses motivations.

Pour comprendre cette posture, il faut revenir à la première rébellion du M23, apparue en avril 2012, alors que Joseph Kabila dirigeait encore la RDC. Le mouvement était principalement constitué d'anciens militaires du Congrès national pour

la défense du peuple (CNDP), intégrés dans les Forces armées congolaises après un accord conclu le 23 mars 2009. Les mutins accusaient Kinshasa de ne pas respecter cet accord, notamment concernant l'intégration militaire, les grades, la sécurité et le retour des réfugiés. Au fil des combats, leurs revendications se sont élargies à la gouvernance et à la contestation des résultats électoraux de 2011.

La question de la défaite du M23 sous Joseph Kabila mérite également d'être précisée. En novembre 2012, les rebelles avaient pris Goma, avant de se retirer sous la pression diplomatique régionale. En octobre et novembre 2013, les FARDC, appuyées par la brigade d'intervention de la MONUSCO, ont infligé une défaite militaire décisive au mouvement. Le 5 novembre 2013, le M23 a annoncé la fin de sa rébellion. Cette victoire s'est produite sous la présidence de Kabila, mais elle résulte d'opérations

....SUITE DE LA PAGE 2

militaires et d'un contexte régional et international plus large : il serait donc réducteur de l'attribuer au seul ancien président.

Le M23 qui affronte aujourd'hui le pouvoir de Félix Tshisekedi est-il le même que celui de 2012-2013 ? Il existe une continuité humaine et politique, mais le mouvement a évolué. Réapparu militairement en 2021-2022, il s'est ensuite inscrit dans l'Alliance Fleuve Congo (AFC), une coalition politico-militaire associée à Corneille Nangaa, ancien président de la Commission électorale nationale indépendante. Cette alliance élargit son ambition au-delà des revendications initiales des mutins. Les rapports des experts des Nations unies documentent par ailleurs l'appui militaire rwandais à l'AFC/M23, notamment lors de la conquête de territoires dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

Les revendications ont également changé d'échelle. En 2012, le M23 invoquait principalement l'application de l'accord du 23 mars 2009, l'intégration de ses combattants dans l'armée et la prise en compte de ses revendications politiques. Aujourd'hui, l'AFC/M23 met en avant la gouvernance, la sécurité, la représentation politique, le retour des réfugiés et la situation des populations qu'il dit défendre. Le mouvement présente aussi son projet comme une volonté de transformer l'État congolais. Ces revendications doivent toutefois être distinguées des objectifs stratégiques qui lui sont attribués par les autorités congolaises et les experts internationaux, notamment en ce qui concerne le contrôle territorial et l'influence du

Rwanda.

Dès lors, pourquoi Joseph Kabila ne condamne-t-il pas explicitement Kigali dans son discours du 9 octobre ? Plusieurs hypothèses peuvent être examinées, sans les présenter comme des faits établis. L'ancien président semble avoir choisi de concentrer son intervention sur la responsabilité du gouvernement de Kinshasa, qu'il accuse de poursuivre une guerre sans perspective de victoire et de mal gérer les négociations. Cette approche lui permet de contester la stratégie de son successeur sans nécessairement approuver les actions du M23. Mais, dans un conflit où le rôle du Rwanda est documenté par les Nations unies, ce silence laisse une question majeure sans réponse dans son argumentation.

Cette omission prend une dimension supplémentaire au regard des accusations portées contre l'ancien chef de l'État. En mars 2026, les États-Unis ont annoncé des sanctions contre Joseph Kabila, l'accusant de soutenir l'AFC/M23 et de contribuer à l'instabilité dans l'Est de la RDC. Ces accusations sont contestées et ne doivent pas être confondues avec une condamnation judiciaire. Elles constituent néanmoins un élément de contexte essentiel pour comprendre pourquoi son discours suscite des interrogations sur sa position envers le Rwanda et la rébellion. Il appartient à Kabila de clarifier publiquement sa lecture du rôle de Kigali dans la crise actuelle.

La comparaison entre les deux périodes révèle ainsi un paradoxe politique. Sous Kabila, le M23 a été militairement défait, mais

les problèmes de sécurité, de gouvernance et d'intégration des anciens combattants n'ont pas disparu durablement. Sous Tshisekedi, une nouvelle rébellion, devenue une coalition politico-militaire plus large, a repris le contrôle de vastes territoires. Cette évolution invite à dépasser la seule confrontation entre les deux présidents : elle interroge la continuité des faiblesses de l'État, l'efficacité des accords de paix successifs et la capacité de la RDC à empêcher la reconstitution des groupes armés.

Au fond, la question n'est pas seulement de savoir si Joseph Kabila a vaincu le M23 en 2013, mais aussi de comprendre pourquoi cette victoire n'a pas empêché le retour d'une rébellion près d'une décennie plus tard. Son discours du 9 octobre 2026 gagnerait en cohérence s'il précisait clairement sa position sur le soutien extérieur au mouvement, tout en expliquant ce qu'il propose concrètement pour rétablir la paix. De son côté, le pouvoir de Tshisekedi doit être évalué sur ses résultats sécuritaires et diplomatiques. Entre les critiques de l'ancien président et les réponses du pouvoir actuel, l'exigence demeure la même : établir les responsabilités sur la base des faits et proposer une issue durable à la guerre dans l'Est congolais.

La Rédaction

24NEWS HEBDO

Est de la RDC**La prétendue « marginalisation » du peuple swahili, un nouvel alibi de Corneille Nangaa pour servir Kigali**

Le mouvement rebelle AFC/M23 avance un nouveau narratif pour tenter de justifier l'agression dont la République démocratique du Congo est victime et que les autorités congolaises attribuent au Rwanda.

Après l'ancien président de la République, Azarias Ruberwa, c'est désormais le coordonnateur de l'Alliance du fleuve Congo (AFC), Corneille Nangaa, qui évoque la prétendue « marginalisation » du peuple swahili comme l'un des arguments avancés pour expliquer la crise dans l'est de la RDC. Dans une sortie médiatique, mercredi 7 octobre, Corneille Nangaa s'est inscrit, selon cette analyse, dans la continuité du discours autrefois porté par Azarias Ruberwa. Une rhétorique présentée comme une nouvelle tentative de construire des justifications politiques et communautaires autour du conflit qui oppose l'AFC/M23 aux autorités congolaises.

Cette stratégie consiste à mettre en avant l'existence d'une communauté qui serait marginalisée afin de donner une dimension identitaire à un conflit essentiellement politique et sécuritaire. Pour ses détracteurs, ce discours ne serait qu'un alibi destiné à détourner l'attention des enjeux liés à l'occupation de territoires congolais

et à l'exploitation des ressources minières.

Ce nouveau narratif est ainsi présenté comme une nouvelle tentative de la rébellion de légitimer son occupation de plusieurs territoires de l'est de la RDC et d'attirer l'attention de la communauté internationale sur une prétendue question communautaire. Comme Azarias Ruberwa hier avec la question des Banyamulenge, Corneille Nangaa tente aujourd'hui de remettre au centre du débat la question de la marginalisation. Pour ses opposants, l'objectif serait de créer une cause communautaire susceptible de donner un vernis de légitimité à l'action de l'AFC/M23 et à l'intervention du Rwanda dans l'est de la RDC.

Pourtant, les défenseurs de cette lecture estiment que la réalité politique congolaise ne correspond pas à cette présentation. Plusieurs personnalités issues de l'espace swahiliphone occupent actuellement des fonctions importantes au sein des institutions de la République.

Parmi elles figurent Jean-Michel Sama Lukonde, président du Sénat, Aimé Boji Sangara, président de l'Assemblée nationale, le général Jules Banza, chef d'état-major général des FARDC, Anthony Kinzo Kamole, directeur de cabinet du chef de l'État,

ainsi que Tina Salama, chargée de communication du président de la République.

Cette liste, qui n'est pas exhaustive, est avancée comme un contre-argument au discours faisant état d'une marginalisation institutionnelle du peuple swahili. Au-delà des appartenances linguistiques et communautaires, la RDC reste composée de plusieurs peuples et communautés appelés à coexister au sein d'un même État. De Goma à Kinshasa, de Bunia à Lubumbashi, les Congolais swahiliphones, lingalaphones, kikongophones ou tshilubaphones font partie d'une même nation.

Pour les auteurs de cette analyse, la question communautaire ne devrait donc pas servir de prétexte à la division du pays ni être instrumentalisée pour justifier une intervention étrangère. La priorité demeure la recherche d'une solution politique et sécuritaire durable à la crise qui frappe l'est de la République démocratique du Congo.

Zéphyrin Amboka Pengume

TRANSPORT URBAIN

Vers la concrétisation du projet MetroKin



Le projet de transport ferroviaire urbain MetroKin vient de franchir une étape importante vers sa concrétisation. Le vice-Premier ministre, en charge des Transports, Voies de communication et Désenclavement, Jean-Pierre Bemba, a présidé, jeudi 8 octobre 2026, la cérémonie de signature de plusieurs contrats structurants pour la mise en œuvre de ce projet.

Parmi les documents signés figurent notamment les contrats d'interface entre MetroKin, la Régie des voies aériennes (RVA) et l'Office national des transports (ONATRA), ainsi que la convention de soutien et de garantie conclue entre l'État congolais et la société MetroKin.

La cérémonie s'est déroulée en présence du directeur général de MetroKin, Erick Onepunga Yongo, de celui de la RVA, Louis Blaise Londole, et du directeur général de l'ONATRA, Martin Lukusa. Cette signature constitue une étape décisive dans la réalisation de ce projet ambitieux, qui vise à améliorer significativement la mobilité urbaine à Kinshasa et à contribuer au désengorgement de la capitale.

Selon le directeur général de MetroKin, toutes les conditions sont désormais réunies pour permettre le démarrage des travaux dès décembre 2026. Par ailleurs, avant cette cérémonie de signature, la société MetroKin avait mené, pendant vingt jours, une opération de

recensement des riverains affectés par les démolitions le long de la voie ferrée reliant la Gare centrale à l'aéroport international de N'djili. Cette opération vise à identifier les personnes concernées en vue d'une éventuelle indemnisation avant le lancement des travaux.

Zéphyrin Amboka Pengume

GRAND INGA**Félix Tshisekedi place les populations locales au cœur du projet**

La structuration du projet Grand Inga et ses enjeux stratégiques ont été au centre d'une réunion interinstitutionnelle de haut niveau, présidée ce jeudi 8 octobre 2026 à Kinshasa par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Cette rencontre a réuni notamment la Première ministre, Judith Suminwa Tuluka, et le président de l'Assemblée nationale, Aimé Boji Sangara, ainsi que les principales institutions impliquées dans la conduite de ce mégaprojet énergétique.

À cette occasion, le chef de l'État a donné des orientations fermes aux membres du Conseil stratégique de l'Agence pour le développement et la promotion du projet Grand Inga (ADPI-

RDC). Félix Tshisekedi a insisté sur un principe fondamental : la réalisation du Grand Inga ne doit en aucun cas se faire au détriment des populations locales.

Il a instruit l'ADPI-RDC de veiller à la préservation et à l'amélioration des conditions de vie des communautés riveraines, afin que ce projet constitue un véritable levier de développement inclusif et profite également aux populations directement concernées. Avec une capacité de production visée de 40 000 mégawatts, le projet Grand Inga ambitionne de devenir le plus grand complexe hydroélectrique au monde.

Au-delà de la production d'électricité, ce mégaprojet

porte d'importantes ambitions socio-économiques, avec un potentiel annoncé de création de huit millions d'emplois directs et indirects. Présenté comme un levier majeur de la transformation énergétique du continent africain, le Grand Inga pourrait contribuer significativement à la croissance économique de la République démocratique du Congo. Sa réussite dépendra toutefois de sa mise en œuvre effective, de ses retombées pour les populations locales et de sa capacité à soutenir durablement le développement du pays.

Zéphyrin Amboka Pengume

Angola : qui est Abel Epalanga Chivukuvuku?



Abel Epalanga Chivukuvuku est une figure de la vie politique angolaise connue pour son parcours au sein de l'UNITA et sa volonté de construire une alternative aux deux grandes forces politiques historiques. Ancien cadre de l'UNITA, il s'est progressivement éloigné de cette formation pour développer son propre projet politique. Son parcours s'inscrit dans une tentative de renouvellement du paysage partisan angolais.

Après son départ de l'UNITA, il a fondé la Convergence large pour le salut de l'Angola, connue sous le sigle CASA-CE. Cette coalition a participé aux élections générales et s'est présentée comme une force politique distincte du MPLA et de l'UNITA. Chivukuvuku a ainsi acquis une expérience de la construction d'une coalition et de la recherche d'un espace politique autonome.

Son parcours a toutefois été marqué par des changements d'orientation et des difficultés à consolider durablement une force politique de même ampleur que

les deux principaux partis. La structuration des organisations, la mobilisation électorale et la capacité à maintenir une coalition constituent des défis importants pour toute formation souhaitant s'imposer dans le paysage angolais.

Il dirige aujourd'hui le PRA-JA Servir Angola, une formation qui entend participer à la compétition politique et défendre une autre approche de la gouvernance. Dans ses interventions publiques récentes, Chivukuvuku met notamment l'accent sur la transformation des ressources nationales en améliorations concrètes du niveau de vie, ainsi que sur la lutte contre la corruption et les inégalités.

À l'approche des élections de 2027, son nom figure parmi ceux évoqués dans les discussions sur une possible candidature présidentielle. Sa présence dans le débat ne signifie cependant pas que sa candidature est officiellement confirmée ni qu'il dispose déjà d'un soutien électoral comparable à celui du MPLA ou de

l'UNITA. Son influence dépendra notamment de la capacité du PRA-JA à renforcer son implantation et à nouer d'éventuelles alliances.

Le défi d'Abel Chivukuvuku sera de démontrer que son projet peut dépasser le statut d'alternative minoritaire pour devenir une proposition de gouvernement crédible. Il devra convaincre sur les questions de développement économique, de justice sociale, de transparence et de modernisation de l'État. Son positionnement pourrait compter dans les débats sur l'alternance, mais son poids réel dans la compétition de 2027 dépendra des alliances, de l'organisation de son parti et des choix des électeurs.

Jacques Amboka Mokoko

CRISE DANS L'EST

Un panel de facilitateurs de l'UA chez le Président Tshisekedi pour faire le point



Le processus de paix dans l'Est de la RDC au centre d'une intense activité diplomatique à Kinshasa. Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a accordé une audience ce vendredi 09 octobre 2026, à la Cité de l'Union Africaine, à la délégation du Panel des Facilitateurs de l'Union Africaine dépêchée à Kinshasa.

Conduite par quatre figures majeures du continent, à savoir Sahle-Work Zewde, ancienne Présidente de l'Éthiopie, Uhuru Kenyatta, ancien Président du Kenya, Catherine Samba-Panza, ancienne Présidente de la Centrafrique et Mokgweetsi Masisi, ancien Président du Botswana, cette délégation effectue une mission de consultation de 72 heures dans la capitale congolaise. La rencontre s'est déroulée en présence de la Première

Ministre, Judith Suminwa Tuluka, ainsi que des membres du Gouvernement directement impliqués dans la gestion de la crise sécuritaire et le suivi des processus de paix.

Les discussions ont essentiellement porté sur l'état d'avancement des processus de Washington et de Doha. Si sur le plan diplomatique des engagements ont été pris, leur matérialisation sur le terrain reste largement en deçà des attentes. Le cessez-le-feu toujours violé, le retrait non effectif des troupes rwandaises du sol congolais et l'épineuse question du cantonnement des éléments du M23 ont été au cœur des échanges.

Face à ses interlocuteurs, le Chef de l'État congolais a réitéré la volonté inébranlable de la RDC de privilégier

la voie diplomatique pour restaurer la paix. Il a toutefois été ferme : l'heure n'est plus aux simples déclarations de bonne intention. Le Président Tshisekedi a exigé que les engagements souscrits se traduisent par des actes concrets, vérifiables sur le terrain, avec des mécanismes de suivi et de sanction clairs en cas de non-respect.

Cette mission du Panel de l'UA survient à un moment décisif, marqué par l'impatience de Kinshasa qui réclame une pression plus forte de la communauté internationale sur Kigali, et par l'attente légitime des populations de l'Est qui aspirent à voir enfin les dividendes de la paix se concrétiser.

Zéphyrin Amboka Pengume

Australie : Les Églises africaines, entre foi, solidarité et intégration communautaire



Les Églises africaines occupent une place importante dans la vie de nombreux migrants originaires d'Afrique subsaharienne installés en Australie. À Sydney, Melbourne et Perth. Elles constituent des espaces de prière, de solidarité et de transmission culturelle. Une étude menée par Western Sydney University entre 2020 et 2023 montre que ces communautés religieuses jouent un rôle significatif dans l'installation des nouveaux arrivants et dans la création de réseaux sociaux.

Parmi les courants les plus présents figurent les Églises pentecôtistes et évangéliques fondées par des Africains, mais aussi les communautés catholiques, anglicanes et d'autres Églises protestantes. Certaines sont organisées autour d'une nationalité ou d'une langue, tandis que d'autres accueillent des fidèles de plusieurs pays.

Les communautés nigérianes, ghanéennes, sud-soudanaises et d'autres diasporas africaines contribuent à cette diversité religieuse. Il n'existe toutefois pas de classement national fiable permettant d'identifier une Église africaine comme la plus fréquentée du pays.

La fréquentation de ces Églises répond à des besoins qui dépassent la pratique religieuse. Pour de nombreux migrants, retrouver des chants, des prières, des langues et des habitudes familières permet de conserver un lien avec leur pays d'origine. Les cultes du dimanche, les réunions de prière, les activités pour les jeunes et les célébrations communautaires deviennent des rendez-vous réguliers qui contribuent à réduire

l'isolement, particulièrement durant les premières années d'installation.

L'un des apports majeurs de ces communautés concerne l'accueil et l'accompagnement des nouveaux arrivants. Certaines Églises orientent les migrants vers des services sociaux, les aident à comprendre les démarches administratives, facilitent l'apprentissage de l'anglais et mettent les familles en relation avec des personnes déjà installées. Selon les chercheurs de Western Sydney University, elles complètent parfois les dispositifs publics d'aide à l'installation, notamment pour les réfugiés et les personnes confrontées à des difficultés matérielles. Ces institutions contribuent également à la solidarité économique. Des membres peuvent apporter une aide ponctuelle aux familles en difficulté, accompagner les personnes à la recherche d'un emploi ou partager des informations sur les formations et les possibilités professionnelles.

Dans certaines communautés, les responsables religieux jouent aussi un rôle de médiation familiale et d'accompagnement des jeunes. Toutefois, l'ampleur de ces actions varie d'une Église à l'autre et dépend des ressources disponibles, du nombre de fidèles et de l'organisation locale. L'intégration ne passe cependant pas uniquement par les Églises africaines. Certaines personnes fréquentent aussi des communautés chrétiennes multiculturelles, comme Hillsong, une grande Église pentecôtiste australienne présente dans plusieurs villes. Des recherches indiquent que ces espaces peuvent favoriser les rencontres avec des Australiens et d'autres migrants,

élargir les réseaux professionnels et créer des opportunités de collaboration. Pour certains fidèles, le parcours religieux devient ainsi un moyen de conserver leurs repères culturels tout en développant de nouvelles relations dans la société d'accueil.

Quel regard les Australiens portent-ils sur ces Églises ? Il n'existe pas d'opinion uniforme. Certaines communautés sont reconnues pour leur contribution à l'accueil des réfugiés, à la solidarité et à la vie associative. Des médias australiens, dont ABC, ont mis en lumière leur rôle dans l'accompagnement des migrants africains. Néanmoins, les perceptions varient selon les expériences individuelles, les contextes locaux et la connaissance de ces communautés. Le recensement australien de 2021 montre par ailleurs une société religieusement diverse : 43,9 % de la population se déclarait chrétienne, tandis que 38,9 % indiquait n'avoir aucune religion.

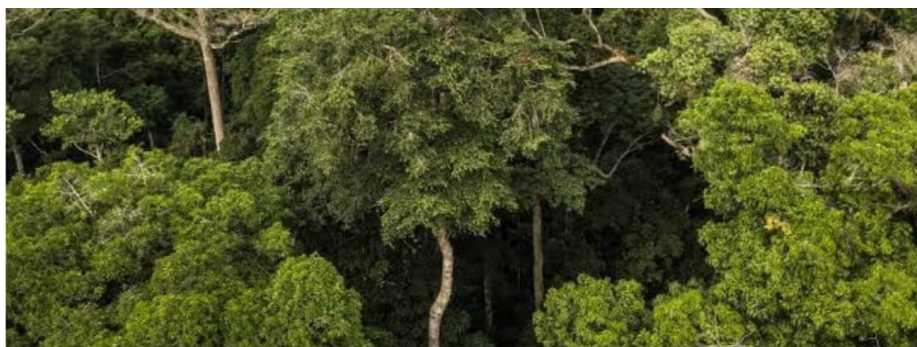
Ces Églises doivent néanmoins relever plusieurs défis : financement des activités, formation des responsables, protection des personnes vulnérables, accompagnement des jeunes et prévention des abus de confiance. La question de l'équilibre entre le maintien des traditions africaines et l'ouverture à la société australienne se pose également. L'enjeu consiste à préserver la cohésion communautaire sans enfermer les fidèles dans des réseaux exclusivement communautaires, et à faire des lieux de culte des espaces qui favorisent aussi le dialogue interculturel.

Au final, les Églises africaines constituent bien davantage que des lieux de prière : elles peuvent servir de réseaux d'entraide, de transmission culturelle et d'intégration sociale. Leur contribution dépend toutefois de leurs pratiques concrètes et de leur capacité à collaborer avec les institutions locales.

Pour les diasporas africaines, leur défi est double : préserver les liens avec le continent d'origine tout en participant pleinement à la vie australienne. C'est dans cette articulation entre identité, solidarité et ouverture que réside une grande partie de leur importance.

Claude Jovial Wendy

Yangambi, un patrimoine scientifique majeur face aux défis du développement et du climat



Située dans le territoire d'Isangi, à environ 100 kilomètres à l'ouest de Kisangani, dans la province de la Tshopo, Yangambi occupe une place particulière dans l'histoire scientifique de la République démocratique du Congo. Entourée par la forêt du bassin du Congo, cette localité abrite une réserve de biosphère reconnue par l'UNESCO en 1977, après sa création en 1939.

Ce patrimoine naturel constitue un terrain essentiel pour comprendre le fonctionnement des forêts tropicales et leur rôle dans la lutte contre le changement climatique.

L'histoire scientifique de Yangambi remonte à l'époque coloniale. De 1933 à 1962, la localité a accueilli le centre africain de l'Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge (INEAC), l'un des grands pôles de recherche en agriculture et en foresterie tropicales. Le site disposait alors de laboratoires spécialisés, d'une importante bibliothèque, d'un herbier riche en spécimens botaniques et de vastes plantations expérimentales. Des centaines de scientifiques et de techniciens y travaillaient, faisant de Yangambi un centre de référence à l'échelle du continent.

L'importance de Yangambi dépasse désormais la recherche agronomique. Le site abrite notamment la tour à flux de carbone Congoflux, installée avec l'appui de partenaires scientifiques

internationaux.

Cette infrastructure mesure les échanges de gaz à effet de serre, notamment le dioxyde de carbone, entre la forêt et l'atmosphère. Ces observations permettent de mieux comprendre la capacité des forêts du bassin du Congo à absorber le carbone et à contribuer à la régulation du climat mondial.

Le paysage de Yangambi comprend également plusieurs villages et localités, parmi lesquels Bosukulu, Yaselia, Lilanda, Bokau, Weko Likolo, Weko Yatonga et Yakpodji. Ces communautés, principalement issues des groupes Turumbu et Bamanga dans cette région, vivent notamment de l'agriculture, de la pêche et de l'exploitation des ressources forestières. Leur participation à la conservation est essentielle : la protection de la forêt ne peut réussir durablement sans tenir compte des besoins économiques et sociaux des populations riveraines.

Dans ses années de rayonnement, Yangambi était aussi un moteur économique local. Les activités de l'INEAC attiraient des chercheurs, employaient de nombreux habitants et généraient des revenus indirects pour les commerçants et les producteurs. Le centre disposait d'infrastructures scientifiques importantes et contribuait à la réputation internationale de la région. Mais le recul des activités de

recherche, les difficultés budgétaires et l'instabilité institutionnelle ont progressivement affaibli cette dynamique, affectant l'économie et les perspectives d'emploi dans la localité.

Aujourd'hui, malgré la valeur mondiale de son patrimoine forestier, Yangambi reste confrontée à des difficultés d'infrastructures et de services de base. L'état des voies de communication, les contraintes d'accès à l'énergie et les besoins en équipements collectifs compliquent les déplacements, les activités économiques et les conditions de vie. Des investissements récents ont néanmoins permis de réhabiliter certains bâtiments scientifiques, d'installer des équipements solaires et de renforcer les capacités de recherche. Il faut donc distinguer les progrès réalisés sur certains sites des besoins plus larges de la population.

Face à ces défis, des initiatives soutenues par l'UNESCO, l'Union européenne, la Belgique et plusieurs institutions scientifiques cherchent à faire de Yangambi un pôle d'excellence pour le climat et la biodiversité. Elles associent recherche, formation des jeunes, conservation forestière et développement d'activités génératrices de revenus. L'objectif est de concilier la protection de cet écosystème avec l'amélioration des conditions de vie des communautés. Le défi reste de pérenniser ces projets, de renforcer les infrastructures et de faire en sorte que les retombées bénéficient durablement aux habitants.

Au final, Yangambi incarne un contraste saisissant : un patrimoine scientifique et naturel d'importance internationale, mais une population confrontée à des besoins locaux persistants. Ses forêts représentent un atout pour la lutte contre le changement climatique, tandis que les archives de l'INERA et les nouvelles installations scientifiques offrent des possibilités de recherche considérables. Pour que cette richesse devienne un véritable levier de développement, la RDC devra consolider les investissements, améliorer les infrastructures et associer davantage les communautés locales à la gestion de ce patrimoine. La protection du climat mondial ne devrait pas se faire au détriment du développement de ceux qui vivent au cœur de cette forêt.

Jacques Amboka Mokoko

CRISE SÉCURITAIRE EN ITURI : **Yoweri Museveni appelle Kinshasa et la CRP à reprendre les pourparlers**



Le
Mus

discussions de paix entre les autorités congolaises et la Convention pour la révolution populaire (CRP), dirigée par Thomas Lubanga Dyilo. À l'issue d'une rencontre tenue le vendredi 9 octobre 2026 à Entebbe, en Ouganda, il a proposé une nouvelle réunion dans un délai de deux semaines, dans l'espoir de favoriser une désescalade des violences en Ituri.

Organisée au State House d'Entebbe, la rencontre a réuni des représentants de la CRP et plusieurs responsables congolais, dont les gouverneurs militaires de l'Ituri, le général-major Gaby Kasongo Mulumba, et du Nord-Kivu, le général-major Évariste Kakule Somo. Le chef d'état-major général adjoint des FARDC, le lieutenant-général Jacques Ychaligonza Nduru, ainsi que Max Nissan Amade, conseiller du chef de l'État congolais, ont également pris part aux échanges.

Face à ses interlocuteurs, Yoweri Museveni a insisté sur la nécessité de privilégier une solution politique aux conflits qui secouent l'est de la République démocratique du Congo. Selon lui, le dialogue demeure essentiel pour parvenir à une paix durable et créer les conditions

éventuelle amélioration de la situation sécuritaire en Ituri, notamment à la suite de la nomination du nouveau gouverneur militaire.

Les échanges ont toutefois été marqués par de profondes divergences sur la situation sécuritaire et les responsabilités dans les violences commises contre les civils. Le dirigeant de la CRP, Thomas Lubanga Dyilo, a estimé que les démarches entreprises depuis les échanges avec le pouvoir de Kinshasa, en avril dernier, n'avaient pas permis d'amélioration significative. Dans le compte rendu publié par son mouvement, il a dénoncé des attaques qu'il attribue aux FARDC et à des groupes armés, notamment la CODECO.

Il a cité plusieurs localités, dont Jina, Maze, Blukwa et Kparnganza, ainsi que le site de déplacés de Rhoo. Selon le document de la CRP, certaines attaques auraient fait plus de 16 morts parmi les civils, tandis qu'un autre incident survenu à Maze aurait coûté la vie à 31 personnes. Ces bilans n'ont toutefois pas été confirmés par une source indépendante parmi les éléments disponibles.

des violences présumées contre des personnes déplacées, notamment sur le site de Kigonze. Il a fait état de morts, de blessés, de pillages et de violences sexuelles. De son côté, le gouverneur militaire de l'Ituri a présenté les actions menées depuis son arrivée à Bunia, le 14 juin dernier. Il a notamment évoqué les consultations engagées avec les 21 communautés de la province. Gaby Kasongo Mulumba a, en revanche, accusé des éléments de la CRP d'être impliqués dans des incidents ayant entraîné la mort de 14 militaires des FARDC. Des accusations rejetées par le mouvement de Thomas Lubanga.

À l'issue de la rencontre, Yoweri Museveni a proposé la reprise des discussions politiques et techniques dans deux semaines. Il a invité les deux parties à préparer leurs contributions respectives et à limiter les affrontements armés, afin de créer les conditions d'une nouvelle avancée vers la paix en Ituri.

Gires Kasongo

Donald Trump réclame un nouveau président en Ukraine et accentue la pression sur Zelensky



Le président américain Donald Trump a déclaré, samedi 10 octobre 2026, qu'il était temps pour l'Ukraine de se doter d'un nouveau président. S'exprimant devant la presse à la Maison-Blanche, il a estimé que Volodymyr Zelensky n'avait pas suffisamment œuvré pour mettre fin à la guerre avec la Russie. Il a plaidé pour l'arrivée d'un dirigeant capable, selon lui, de conclure un accord de paix avec Moscou.

Donald Trump a reproché à son homologue ukrainien d'avoir laissé passer plusieurs occasions de parvenir à un compromis. « Je leur suggère de se doter d'un nouveau dirigeant capable de conclure un accord », a-t-il déclaré, accusant Zelensky de ne pas saisir les possibilités de négociation. Le président américain affirme que la guerre aurait pu être évitée s'il avait été à la tête des États-Unis en 2022, lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle.

Cette nouvelle attaque verbale intervient dans un contexte de tensions croissantes entre Washington et Kyiv. Trump

reproche notamment à l'Ukraine ses frappes contre les raffineries russes, qu'il accuse d'aggraver les difficultés d'approvisionnement en gazole et la hausse des prix du carburant aux États-Unis. Il affirme que ces opérations pénalisent les agriculteurs et les transporteurs américains.

La déclaration survient également après l'annonce d'un accord entre Donald Trump et Vladimir Poutine portant sur la fourniture de gazole russe aux marchés américain et international. Washington a autorisé temporairement certaines transactions sur ce carburant, malgré les sanctions imposées à la Russie.

Cette décision suscite des inquiétudes à Kyiv et parmi plusieurs alliés européens, qui redoutent que les recettes supplémentaires tirées des exportations énergétiques renforcent les capacités militaires de Moscou.

Du côté ukrainien, Volodymyr Zelensky a vivement critiqué cet accord énergétique,

estimant que les revenus supplémentaires accordés à la Russie contribueraient à financer la poursuite de la guerre. Le président ukrainien a également dénoncé les frappes russes meurtrières contre des zones résidentielles, soulignant le contraste entre les discussions diplomatiques et la poursuite des bombardements.

Les propos de Donald Trump ouvrent ainsi une nouvelle séquence de tensions dans les relations entre les deux dirigeants. Alors que Washington cherche à favoriser un accord de paix, le président américain accentue la pression sur Kyiv pour qu'il modifie sa stratégie. Reste à savoir si cette approche permettra de rapprocher les positions des parties ou si elle compliquera davantage les efforts diplomatiques visant à mettre fin à la guerre.

La Rédaction

24NEWS HEBDO

Formés pour informer, actualité 24h